

Département de Meurthe-et-Moselle

**VILLE de LEXY**

B.P. 19  
54720



## **RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES COMMUNE 2024**

- 1) Cadre réglementaire
- 2) Contexte économique national
- 3) Loi de finances 2024
- 4) Evolution de la dette
- 5) Résultats 2023
- 6) Evolutions pour 2024
- 7) Perspectives BP 2024 et évolution jusqu'en 2026
- 8) Investissements pluriannuels (2024-2025)
- 9) Différents ratios financiers

REÇU EN PREFECTURE

le 21/03/2024

Application agréée E-legalite.com

71\_DB-054-2154 03148-2024 0320-2024\_3\_2-BF

## 1) Cadre réglementaire

**Deux mois maximum avant le vote du budget**, les collectivités territoriales doivent tenir un débat d'orientation budgétaire (DOB) **sans caractère décisionnel**.

Ce débat s'appuie sur un rapport d'orientation budgétaire (ROB – articles L2312-1, D2312-3 du CGCT) qui contient :

- **Les orientations budgétaires 2024** (évolutions des dépenses, recettes, fiscalité...)
- **Les engagements pluriannuels**
- **La gestion de la dette**

## 2) Contexte économique national

Au niveau mondial, l'année 2023 a été marquée par des niveaux d'inflation encore élevés, conduisant la plupart des banques centrales à poursuivre leur resserrement monétaire. Les taux terminaux semblent toutefois avoir été atteints.

Après un fort ralentissement de la croissance en 2022 à +2,5 % après +7 % en 2021, la croissance 2023 ressort à 0.9%.

En ce qui concerne l'inflation celle-ci marque un fléchissement par rapport à 2023, elle est de + 4.9%.

## 3) Loi des Finances pour 2024 :

- La loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux finances publiques. Cette trajectoire vise un retour du déficit public sous le seuil des 3 % de PIB à l'horizon 2027
- L'objectif d'évolution de la dette publique est, quant à lui, défini de la manière suivante à 109.7% du PIB pour 2024 pour atteindre en 2027 108.1%

	2021	2022	2023	Prévision LDF 2024
Déficit Public / PIB	6.5 %	4.8 %	<b>4.9 %</b>	<b>4.4 %</b>
Dette publique / PIB	112.9 %	111.8 %	<b>109.7 %</b>	<b>109.7 %</b>
Inflation INSEE	1.6 %	5.2 %	<b>4.9%</b>	<b>2.6 %</b>
La Croissance	+ 7.0 %	2.5 %	<b>0.9 %</b>	<b>1.4 %</b>

### **3-1 Concernant les entreprises :**

#### ***Aménagement de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)***

Ce qui était prévu en 2023, c'était la suppression de la CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises), 50% en 2023 et 50% en 2024 pour augmenter la compétitivité des entreprises. Les collectivités territoriales seront compensées par une fraction de la TVA.

La LFI 2024 impacte les entreprises car la suppression de la CVAE sera plus progressive que prévu : le taux 2024 sera de 0,28 %, puis 0,19 % en 2025, 0,09 % en 2026, pour une suppression totale en 2027. Du côté des collectivités (départements et bloc communal), la perte de CVAE est effective dès 2023 et compensée par une fraction de TVA nationale, la part de CVAE perçue à partir de 2023 étant affectée au budget de l'État.

#### ***Valeurs locatives des locaux professionnels***

Les valeurs locatives des locaux professionnels font l'objet d'une réforme initiée en 2017 avec une actualisation des paramètres réalisée en 2022 pour une prise en compte prévue initialement en 2023.

Avec un risque de réévaluation important et donc d'augmentation significative de l'imposition, la LFI 2023 a décalé à 2025 la prise en compte de cette actualisation. Afin de poursuivre les réflexions sur les impacts de l'actualisation, la LFI repousse à 2026 la révision des valeurs locatives des locaux professionnels

### **3-2 Pour les collectivités territoriales :**

Les concours financiers de l'Etat en légère hausse passent de 53.45 à 54.2 milliards d'euros.

**Une minoration des variables d'ajustement** : La LFI diminue de 47 millions € les variables d'ajustement, minoration supportée en 2024 par les départements et le bloc communal, contrairement aux années précédentes où ce dernier était épargné.

Pour le bloc communal - 12 millions (- 4.57%) sur les Fonds Départementaux de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP) et - 15 millions (- 1.22%) sur la Dotation de la Compensation de la Réforme de la TP (DCRTP)

#### ***Ajustement des indicateurs financiers des collectivités***

La LFI revoit les modalités de calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition des dotations suite à la réforme fiscale de 2021 pour les départements et à la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) à compter de 2023 pour les collectivités.

La loi de finances pour 2023 a supprimé la CVAE et compense celle-ci par une fraction de TVA. Cette dernière sera alors prise en compte, en lieu et place de la CVAE, dans le calcul le potentiel fiscal et financier des communes.

Par ailleurs, le dernier taux de TFPB (celui de 2020) qui entre dans la répartition du fonds de péréquation des DMTO (Droit de Mutation à Titre Onéreux) va progressivement diminuer entre 2024 et 2026, et disparaître en 2027 au profit d'un indice synthétique basé sur le potentiel financier et le revenu par habitant du département

#### ***Compensation en cas de perte de base de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)***

La LFI crée un nouveau prélèvement sur les recettes de l'État afin de compenser les communes et les EPCI à fiscalité propre qui subissent entre deux années une perte importante de produit de taxe foncière sur les propriétés bâties. Cette dernière peut s'expliquer par une perte de base de TFPB perçue sur les entreprises.

La compensation sera versée sur trois années :

- la première année, elle est égale à 90 % de la perte de produit
- les deux années suivantes, elle est successivement égale à 75 % et 50 % de la compensation versée la 1<sup>ère</sup> année

En cas de perte non pas importante mais exceptionnelle, la compensation sera versée pendant cinq ans : la première année, 90 % de la perte de produit puis successivement 80 %, 60 %, 40 % et 20 % de la compensation versée la 1<sup>ère</sup> année.

### ***Part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)***

La TEOM, dont le taux est fixé par l'EPCI, se compose d'une part fixe et éventuellement d'une part supplémentaire nommée part incitative qui se calcule en fonction de la quantité ou de la nature des déchets.

La LFI offre la possibilité aux EPCI qui ont mis en œuvre la part incitative sur la TEOM de ne pas l'appliquer pour ses communes membres dont la proportion de logements situés dans des immeubles collectifs est supérieure à 20 % du nombre total de logements.

### ***Ajustement de la répartition des dotations de péréquations communales***

La LFI modifie les critères d'éligibilité à la fraction cible de la dotation de solidarité rurale (DSR). Cette fraction est attribuée aux 10 000 premières communes classées selon un indice synthétique composé du potentiel financier par habitant (70 %) et du revenu par habitant (30 %). Pour les petites communes, le revenu par habitant peut fluctuer fortement en fonction des arrivées ou départs de population.

La LFI prend en compte le revenu par habitant, non pas du dernier exercice, mais la moyenne des 3 derniers exercices, ce qui réduirait de 15 % le nombre de communes entrant ou sortant de l'éligibilité à la fraction cible de DSR.

De plus, concernant la dotations nationale de péréquation (DNP), la LFI met en place une garantie de sortie pour les communes perdant leur éligibilité à la part « majoration » de la DNP, pour ainsi lisser dans le temps les baisses de DGF des communes concernées. Le montant garanti sera égal à la moitié de ce que la commune percevait l'année précédente.

### ***Assises de l'électricité (ancienne taxe sur la Consommation Finale d'Electricité TCFE) :***

En 2023, changement des modalités de calcul : Le montant perçu en 2023 correspondait au montant perçu au titre de 2022 augmenté de : 1.5% afin de tenir compte de la suppression des frais de gestion x IPC hors tabac entre 2020 et 2021 soit 0.5% x du rapport entre le coefficient 8.5 et les coefficients 6 ou 8 que les communes appliquaient en 2022.

Pour 2024 le produit à percevoir = Produit de 2023 augmenté de 1.5% pour suppression des frais x IPC hors tabac entre 2021 et 2022 x rapport de la consommation d'électricité sur la commune de l'année N-3 et l'année N-2

## **Au niveau des dotations :**

- **Stabilité globale des concours financiers de l'Etat par rapport à 2023 :**
  - DGF totale = En légère hausse, 27.2 milliards contre 26,89 milliards en 2023
  - DGF forfaitaire = + 7 millions
  - DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) = 1046 millions idem que 2023
  - DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement) = 570 millions idem que 2023
  - DPV (Dotation Politique de la Ville) = 150 millions idem que 2023
- **Renforcement de la péréquation verticale**
  - DSR (Dotation de Solidarité Rurale) = + 150 millions soit + 7,2%
  - DSU (Dotation de Solidarité Urbaine) = + 90 millions soit 5,63%
  - DNP (Dotation Nationale de Péréquation) = Pas d'évolution. -0.07%

Au niveau de la DSR celle-ci comprend la dotation bourg centre, la dotation de péréquation et la fraction cible  
Rappel DGF commune Lexy = DGF forfaitaire + DSR + DNP

Au niveau de la DSR bourg centre celle-ci est assujettie à plusieurs critères dont 2 critères principaux pour Lexy qui sont :

- 1) la population de la commune doit être supérieur à 15% de la population du canton où le vote était uninominale et inférieure à 10 000 hab.
- 2) La commune chef-lieu de canton (Mont Saint Martin.) ne doit pas dépasser les 10 000 hab., dans le cas contraire perte de celle-ci sur 2 ans.

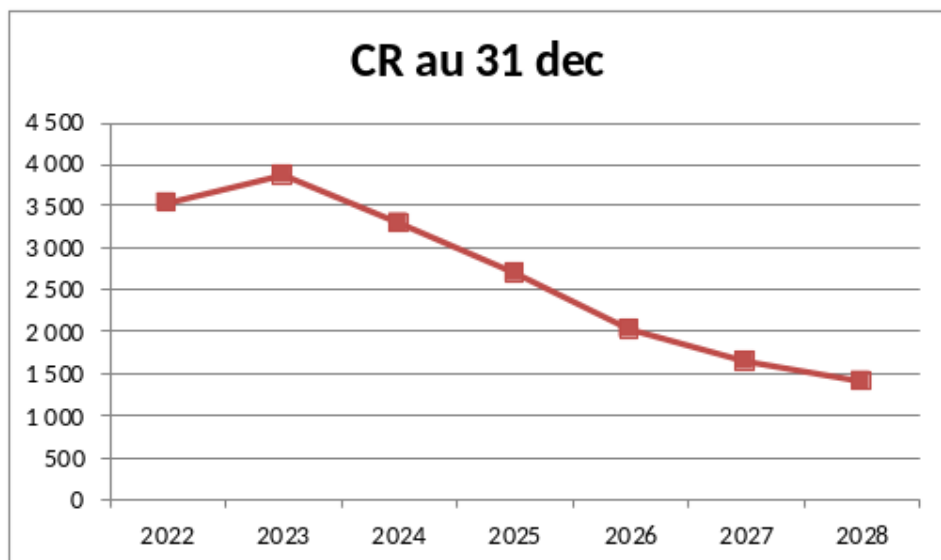
- **Stabilité de la péréquation horizontale**
  - Pas d'évolution du FPIC montant à 1 milliard

## **Fiscalité locale :**

- Les Bases TFPB (taxe sur le foncier bâti) : augmentation de 3.9 % pour les locaux d'habitation,

## 4) Evolution de la dette

Evolution du capital restant en K€ au 31 déc. de l'année N



année	CR au 1 <sup>er</sup> janv.	intérêts	capital	annuité	CR au 31 déc.	Taux moyen
2022	3 528 773	92 141	437 721	529 862	3 540 063	2.61%
2023	3 540 063	90 524	449 970	540 494	3 880 093	2.56%
2024	3 880 093	100 762	571 433	672 195	3 308 660	2.60%
2025	3 308 660	85 195	601 310	686 505	2 707 350	2.57%
2026	2 707 350	57 702	687 582	745 284	2 019 768	2.13%
2027	2 019 768	42018	380 943	422961	1 638 826	2.08%
2028	1 638 826	33366	235 386	268752	1 403 440	2.04%

L'encours de la dette passe de 3 540 063 € (1<sup>er</sup> janvier 2023) à 3 880 093 € au 1<sup>er</sup> janvier 2024 cette augmentation est due aux emprunts réalisés en 2023, d'un montant de 790 K€ (150 travaux, 250 000 étanchéité gymnase, 150 000 prêt relais pour financer la TVA et 240 000 prêts relais subventions).

La dette par type de taux : Tous les emprunts sont des emprunts à taux fixe. Catégorie A1

Le taux d'intérêt moyen est de 2.56 % pour 2023.

En juin 2024 nous remboursons le prêt relais de 110 K€ (TVA centrale)

## 5) Résultats 2023 (Les Montants sont en K€)

### 5-1 : Le Fonctionnement

#### a) Dépenses

Chapitres		2019	2020	2021	2022	2023	évolution N-1
11	Charges à caractères générales	1 364	1 259	1 429	1 451	1 583	9.1%
12	Charges de personnel	1 242	1 226	1 262	1 307	1 393	6.6%
65	Autres charges de la gestion courante	158	168	175	176	202	14.3%
<b>Dépenses de Gestion (A)</b>		<b>2 765</b>	<b>2 653</b>	<b>2 865</b>	<b>2 934</b>	<b>3 177</b>	<b>8.3%</b>
66	Charges financières = C	133	118	103	93	95	1.9%
67	Charges exceptionnelles (E)	0	1	0	1	1	
<b>Dépenses réelles</b>		<b>2 898</b>	<b>2 772</b>	<b>2 969</b>	<b>3 028</b>	<b>3 273</b>	<b>8.1%</b>
Opérations d'ordre		460	339	535	456	549	
<b>Total Dépenses Fonctionnement</b>		<b>3 358</b>	<b>3 111</b>	<b>3 504</b>	<b>3 485</b>	<b>3 822</b>	<b>9.7%</b>

Les dépenses de gestion sont en augmentation de 8.3 % par rapport à 2022. Après intégration des charges financières, nos dépenses réelles de fonctionnement sont en hausse de 8.1 % soit + 250 K€ par rapport à 2022.

Cette augmentation est due principalement à l'augmentation de la masse salariale (+86 ) et suite au décalage d'une échéance du loyer à Auxifip de 90 K€.

#### b) Recettes

Chapitres		2019	2020	2021	2022	2023	évolution N-1
13	Atténuations de charges	15	6	5	17	6	-61.8%
70	Ventes de produits	362	230	284	266	341	27.9%
73	Impôts et taxes	2 181	2 226	2 321	2 399	2 583	7.7%
74	Dotations et participations	480	522	559	590	632	7.2%
75	Autres produits de la gestion courante	481	468	476	474	477	0.6%
<b>Recettes de Gestion (B)</b>		<b>3 518</b>	<b>3 453</b>	<b>3 646</b>	<b>3 746</b>	<b>4 039</b>	<b>7.8%</b>
76	Produits financiers (D)	0	0	0	0	0	
77	Produits exceptionnels (F)	330	247	292	245	288	
<b>Recettes réelles</b>		<b>3 848</b>	<b>3 699</b>	<b>3 938</b>	<b>3 991</b>	<b>4 327</b>	<b>8.4%</b>
Opérations d'ordre		51	39	57	39	54	
<b>Recettes exercice</b>		<b>3 898</b>	<b>3 739</b>	<b>3 995</b>	<b>4 031</b>	<b>4 382</b>	<b>8.7%</b>
Excédent réaffecté N-1		589	216	308	158	90	
<b>Total recettes fonctionnement</b>		<b>4 488</b>	<b>3 954</b>	<b>4 303</b>	<b>4 189</b>	<b>4 472</b>	
<b>Résultat exercice</b>		<b>1 130</b>	<b>843</b>	<b>799</b>	<b>705</b>	<b>650</b>	

REÇU EN PREFECTURE

le 21/03/2024

Application agréée E-legalite.com

71\_DB-054-2154 03148-2024 0320-2024\_3\_2-BF

Les recettes de gestion sont en hausse de + 300 K€ dont plus de la moitié au niveau des impôts et taxes

Le résultat de l'exercice avec l'excédent de 2022 serait de l'ordre de 650 K€

## **5-2: Investissement**

### **Recettes**

<b>Recette d'investissement</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Subventions	186	197	331	293	413
FCTVA	207	305	173	164	233
Taxe d'Aménagement	264	96	99	249	356
Recettes financières autres		0	70	3	0
Excédent fonctionnement capitalisé	1 860	881	535	640	614
Emprunt	0	0	290	360	831
Compte pour tiers	55	25	182	0	0
<b>Recettes réelles</b>	<b>2 573</b>	<b>1 506</b>	<b>1 681</b>	<b>1 709</b>	<b>2 447</b>

Operations d'ordre	577	378	615	475	1 240
<b>Recettes exercice</b>	<b>3 149</b>	<b>1 884</b>	<b>2 296</b>	<b>2 184</b>	<b>3 687</b>

Excédent reporté N-1	0	0	0	0	0
----------------------	---	---	---	---	---

<b>Total des recettes</b>	<b>3 149</b>	<b>1 884</b>	<b>2 296</b>	<b>2 184</b>	<b>3 687</b>
---------------------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

RAR Recettes	177	54	386	172	223
--------------	-----	----	-----	-----	-----

### **Dépenses**

<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
immo incorporelles chap 20 +204	49	53	67	34	21
immo corporelles chap 21	395	251	222	413	159
immo en cours chap 23	627	693	1 303	1 176	1 881
compte pour tiers 458...	202	146	264	0	41
Capital remboursé	429	444	464	440	451
Operations financières	4	4	50	1	0
TA	61	61	61	0	51
<b>Dépenses réelles</b>	<b>1 767</b>	<b>1 651</b>	<b>2 431</b>	<b>2 064</b>	<b>2 605</b>

Operations d'ordre	168	78	137	59	745
<b>Dépenses exercice</b>	<b>1 934</b>	<b>1 730</b>	<b>2 568</b>	<b>2 123</b>	<b>3 351</b>

Déficit reporté N-1	1 747	536	381	654	592
---------------------	-------	-----	-----	-----	-----



<b>Total des Dépenses</b>	<b>3 681</b>	<b>2 266</b>	<b>2 950</b>	<b>2 777</b>	<b>3 943</b>
---------------------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

<b>Résultat investissement exercice</b>	<b>-532</b>	<b>-382</b>	<b>-654</b>	<b>-592</b>	<b>-255</b>
---	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

RAR Dépenses	523	208	372	194	343
--------------	-----	-----	-----	-----	-----

<b>Bilan des RAR</b>	<b>-346</b>	<b>-154</b>	<b>14</b>	<b>-22</b>	<b>-120</b>
----------------------	-------------	-------------	-----------	------------	-------------

<b>excédent/déficit investissement (-)</b>	<b>-878</b>	<b>-536</b>	<b>-640</b>	<b>-614</b>	<b>-376</b>
--	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

<b>% de subvention</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Subventions	186	197	331	293	413
dépenses d'équipements (20,21,23)	1 071	997	1 592	1 623	2 062
<b>% subventions</b>	<b>17.4%</b>	<b>19.8%</b>	<b>20.8%</b>	<b>18.0%</b>	<b>20.0%</b>

A noter une recette important au niveau la TA = 356K€

Le taux de subventions reçues est de 20%

4 emprunts ont été réalisés pour un montant de 790 K€ => 150 travaux investissement ; 250 pour étanchéité gymnase, 2 prêts relais 1 pour TVA de 150 remboursable en 2025 et 1 pour « subventions » de 240 remboursable en 2026.

**Le résultat d'investissement pour 2023 après affectation des RAR serait de l'ordre de - 376 K€**

Donc pour 2024 le résultat de fonctionnement sera affecté de façon suivante, 376 en investissement et 274 en fonctionnement.

### **5-3: Dépenses de personnel**

	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	évolution N-1
Charges de personnel	1 242 374	1 226 152	1 261 337	1 306 986	1 392 762	<b>6.6 %</b>
dont recenseurs, enquêtrice PLU				7 000	10 100	

Atténuation de charges remb salaire	14 607	6 467	4 731	16 613	6 415
Remb IJ assurance	28 673	30 271	53 221	52 572	60 933

<b>Charge nette de personnel</b>	<b>1 199 094</b>	<b>1 189 414</b>	<b>1 203 384</b>	<b>1 230 801</b>	<b>1 315 314</b>	<b>6.9 %</b>
----------------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	--------------

Les charges de personnel (chap. 12) en augmentation de 6.6 %, par rapport à 2022 sont principalement dues au coût de l'enquêtrice PLU, du GVT (Glissement Vieillesse Technique) des agents, revalorisation du point indice au 1<sup>er</sup> juillet 2023

**5-4:** Focus Pôle enfance :

		<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Périscolaire	dépenses	268 548	293 707	245 651	315 220	312 298	349 380
	recettes	192 336	217 115	110 803	182 739	164 184	219 362
	<b>écart =</b>	<b>- 76 212</b>	<b>- 76 592</b>	<b>- 134 848</b>	<b>- 132 481</b>	<b>- 148 114</b>	<b>- 130 018</b>

extrascolaire	dépenses	86 263	132 468	88 030	97 403	131 268	140 066
	recettes	63 659	66 821	42 431	48 972	61 560	77 677
	<b>écart =</b>	<b>- 22 604</b>	<b>- 65 647</b>	<b>- 45 599</b>	<b>- 48 431</b>	<b>- 69 708</b>	<b>- 62 389</b>

<b>déficit global =</b>	<b>- 98 816</b>	<b>- 142 239</b>	<b>- 180 447</b>	<b>- 180 912</b>	<b>- 217 822</b>	<b>- 192 407</b>
-------------------------	-----------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

*En 2023 réduction du déficit de 20 000 €*

### Fréquentation Garderie :

Nb d'enfants / jour d'ouverture :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Matin	18.7	21.1	15.4	12.3	17.2	24.2
Midi	97.0	108.3	97.0	85.2	104.0	106.2
Soir	36.1	44.5	33.0	22.4	28.6	34.8

Pour 2023 la fréquentation est en hausse par rapport 2022 au niveau des garderies du matin et soir.

## 6) Evolutions pour 2024

### 6-1: Evolution démographique

	2020	2021	2022	2023	2024	évolution N-1	évolution sur 5 ans
Population DGF	3792	3850	3882	3907	3936	0.7%	3.8%

La population DGF prend en compte non seulement la population INSEE, mais également la population « comptée à part », soit les personnes ne résidant pas à titre principal sur la commune, mais ayant conservé un lien avec une résidence sur la commune.

### 6-2 : Evolution des bases fiscales

**Pour FB :** En appliquant une augmentation de 3.9% des bases « habitation » et + 20 000 € pour la variation physique, 2 % sur les locaux professionnels et industriels + variation physique nous aurions une augmentation de base d'environ 200 000 €.

Suite à la suppression de la TH, la commune est sous compensée, il faut donc appliquer le coefficient de correction qui est de 1.169486 sur le produit du FB.

FB	2019	2020	2021	2022	2023	2024 prévision
Habitation	2 990 350	3 035 300	3 071 851	3 199 505	3 457 262	3 612 800
Locaux professionnels	1 145 663	1 131 760	1 236 819	1 212 903	1 265 558	1 303 500
Locaux industriels	531 085	778 023	390 550	403 842	432 850	441 500
<b>FB total</b>	<b>4 667 098</b>	<b>4 945 083</b>	<b>4 699 220</b>	<b>4 816 250</b>	<b>5 155 670</b>	<b>5 357 800</b>
<b>FNB base</b>	<b>26 686</b>	<b>27 139</b>	<b>27 039</b>	<b>27 605</b>	<b>28 724</b>	<b>29 700</b>

A taux constant sur le foncier bâti (27.25%) et après application du coefficient correcteur (1.169486), la variation du produit serait + 65 000 € par rapport à 2023.

### 6 -3 : Evolution des dotations

#### a) DGF Globale

Pour 2024 l'écèlement en fonction du potentiel est remis en place.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 prévisions	évolution N-1
<b>Dotation Forfaitaire</b>	129 790	132 601	130 783	127 851	130 016	128 616	<b>-1.1%</b>
Variation population	5 928	10 265	5 013	2 768	2 165	2 600	
Ecrêtement	-9 737	-7 450	-6 831	-5 704	0	-4 000	

DSR	194 121	214 999	229 782	244 535	272 071	294 000	<b>8.1%</b>
DNP	28 201	31 972	33 773	38 315	45 114	49 000	<b>8.6%</b>
<b>DGF Globale</b>	<b>352 112</b>	<b>379 572</b>	<b>394 338</b>	<b>410 701</b>	<b>447 201</b>	<b>471 616</b>	<b>5.5%</b>

**Nous pouvons prévoir une recette supplémentaire de 25 000€**

#### b) Compensation des recettes économiques avec le Grand Longwy Agglomération

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, la CAL s'est dotée de la compétence économique ce qui implique que les ressources économiques communales (CFE, TAFB, IFER, CVAE, TASCUM) sont versées à la GLA

Il nous est reversé des compensations financières correspondantes au montant de l'impôt économique de l'année de référence 2016 diminué du coût des compétences transférées (eaux pluviales, gemapi, transport, ...) soit 488 325 €/ an. Pour l'instant, nous n'avons pas eu de variation de ces allocations de compensation.

**Les recettes économiques nouvelles**, l'écart entre l'année N et l'année de référence, une partie de celles-ci peuvent être reversées au travers de la Dotation de Solidarité (DS) si celui-ci est positif.

	Référence 2016	2019	2020	2021	2022	2023
TAFNB	2 948	2 500	2 567	2 567	2 575	2 531
CFE	500 679	393 958	470 932	514 853	<b>490 458</b>	?
CVAE	70 729	98 936	174 135	142 178	<b>196 850</b>	?
IFER	5 304	3 672	4 144	4 870	4 943	6 936
TASCUM	45 933	206 298	327 663	233 707	289 271	302 130
<b>Total</b>	<b>625 593</b>	<b>705 364</b>	<b>979 441</b>	<b>898 175</b>	<b>984 097</b>	
<b>Ecart</b>		<b>79 771</b>	<b>353 848</b>	<b>272 582</b>	<b>358 504</b>	
<b>Compensation</b>		<b>9 621</b>	<b>73 963</b>	<b>69 115</b>	<b>75 332</b>	
<b>Taux</b>		<b>12%</b>	<b>21%</b>	<b>25%</b>	<b>21%</b>	

Concernant la compensation reçue en 2023 pour l'année 2022, le montant perçu représente 21% de nos nouvelles recettes (358 504 €) apportées la Communauté d'Agglomération.

Les règles de calcul pour la compensation ont été modifiées car la CA ne connaît plus les montants de la réduction des bases de CFE de chaque communes (réduction de 50% des bases de CFE des locaux industriels) celle-ci étant compensée par de la TVA.

	2016	2019	2020	2021	2022	2023
Base CFE Lexy	2 575 506	2 026 532	2 422 492	<b>1 926 232</b>	<b>1 915 715</b>	<b>1 688 935</b>
Locaux industriels				<b>553 662</b>	<b>?</b>	<b>?</b>
<b>total</b>	<b>2 575 506</b>	<b>2 026 532</b>	<b>2 422 492</b>	<b>2 479 894</b>		

#### La base de CFE a enregistré une baisse de 230 K€ en 2023 ?

Pour la compensation de 2023 le problème sera amplifié suite à suppression de la CVAE qui est aussi compensée par de la TVA.

Par prudence, nous pouvons prévoir pour 2024 un montant de soit 60 000 € soit - 15 000 par rapport à 2023

#### 6-4 : Evolution du cout de l'énergie

**Accise électricité :** Pour 2024, les modifications du mode de calcul arrivent à termes, celle-ci dépend essentiel de IPH et des consommations sur notre territoire des années N-3 et N-2

	2022	2023	2024 prévisions
Assise électricité	53 988	78 872	<b>93 000</b>

Pour 2024 nous pouvons prévoir une recette supplémentaire de 15 000 €.

#### Contrats énergie :

En ce qui concerne le **gaz** notre contrat se termine le 31/12/2024. Mais suite à l'augmentation de la taxe TIGN et l'utilisation des réseaux nous devons prévoir une dépense supplémentaire de 15 000 €.

Au niveau **électricité** notre contrat s'est terminé le 31/12/2023 et nous avons résigné un nouveau marché avec EDF avec une augmentation substantielle du MWh qui passe pour les bâtiments de 60 à 158 soit un prix X par 2.6 et pour l'Eclairage Public celui-ci passe de 48.6 à 139 soit X 2.9.

L'augmentation des taxes au 1<sup>er</sup> février et sur l'utilisation des réseaux, il faut prévoir une dépense supplémentaire de 80 000 € en tenant compte de la production de notre centrale qui vient en réduction.

Edf est en retard de facturation surtout sur l'éclairage public pour environ 20 000 €.

En résumé pour l'énergie au niveau dépenses + 15 000 pour le gaz et + 100 000 pour l'électricité et + 15 000 € en recette.

## Evolution des dépenses en fonctionnement pour 2024

chap 11 = +3% soit + 55 K€, (35 pour dépenses hors énergie + 20 écart entre énergie et loyer de Auxifip

chap 12 = +2.5,% soit + 35 K€

Chap 66 (charges financières) = + 10

## Evolution Recettes en fonctionnement pour 2024

Chap 73 (impôts et taxes) = + 65

Chap 74 (dotations) = + 25

Chap 77 (produits exceptionnels) = - 260

## Evolution Recettes - Dépenses Investissement

Recettes ==> FCTVA = +40 ; TA = - 250

Dépenses ==> remboursement emprunts = + 120

## 7 ) Perspectives BP 2024 et évolution jusqu'en 2026

Les données ci-dessous sont évaluées sans augmentation de la pression fiscale communale.

Recettes fonctionnement		2023 R	2024	2025	2026
13	Atténuations de charges	6	5	5	5
70	Ventes de produits	341	358	376	395
73	Impôts et taxes	2583	<b>2648</b>	2728	2809
74	Dotations et participations	632	<b>657</b>	670	684
75	Autres produits de la gestion courante	477	470	470	470
<b>Recettes de Gestion</b>		<b>4 039</b>	<b>4 138</b>	<b>4 249</b>	<b>4 363</b>
77	Produits exceptionnels	288	20	20	20
<b>Recettes réelles</b>		<b>4 327</b>	<b>4 158</b>	<b>4 269</b>	<b>4 383</b>
	Opérations d'ordre	54	40	40	40
<b>Recettes exercice</b>		<b>4 382</b>	<b>4 198</b>	<b>4 309</b>	<b>4 423</b>
Excédent réaffecté N-1		90	<b>273</b>	0	0
<b>Total recettes fonctionnement</b>		<b>4 472</b>	<b>4 471</b>	<b>4 309</b>	<b>4 423</b>

REÇU EN PREFECTURE

le 21/03/2024

Application agréée E-legalite.com

71\_DB-054-215403148-20240320-2024\_3\_2-BF

<b>Dépenses fonctionnement</b>		<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
11	Charges à caractères générales	1 583	<b>1 614</b>	1 647	1 680
12	Charges de personnel	1 393	<b>1 435</b>	1 478	1 522
14	Atténuations de produits	0	0	0	0
65	Autres charges de la gestion courante	202	210	210	210

<b>Dépenses de Gestion</b>		<b>3 177</b>	<b>3 259</b>	<b>3 334</b>	<b>3 411</b>
----------------------------	--	--------------	--------------	--------------	--------------

66	Charges financières	95	<b>105</b>	85	58
67	Charges exceptionnelles	1	20	20	20

<b>Dépenses réelles</b>		<b>3 273</b>	<b>3 384</b>	<b>3 439</b>	<b>3 489</b>
-------------------------	--	--------------	--------------	--------------	--------------

Opérations d'ordre		549	305	305	305
--------------------	--	-----	-----	-----	-----

<b>Total Dépenses Fonctionnement</b>		<b>3 822</b>	<b>3 689</b>	<b>3 744</b>	<b>3 794</b>
--------------------------------------	--	--------------	--------------	--------------	--------------

<b>Résultat exercice pour investissement</b>		<b>650</b>	<b>782</b>	<b>564</b>	<b>628</b>
--	--	------------	------------	------------	------------

<b>Recette d'investissement</b>		<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
	Subventions	413	180	150	160
	RAR subvention		223		
	FCTVA	233	<b>247</b>	317	100
	Taxe d'Aménagement	356	<b>100</b>	50	50
	Emprunt, Dette	831			
	Excédent fonctionnement capitalisé	0	376	0	0
	Auto financement fonctionnement	614	782	564	628
	Compte pour tiers	0	0	0	0
	Autres recettes- ventes	0			
	Opérations d'ordre	549	305	305	305
	opérations patrimoniales	690			
<b>Total recettes</b>		<b>3 687</b>	<b>2 213</b>	<b>1 386</b>	<b>1 243</b>

<b>Dépense investissement</b>		<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
dépenses d'équipement (20,21,23)		2062	884	907	768
RAR dépense			343		
Capital remboursé		451	<b>570</b>	439	435
TA payée		51	0		
Autres dépenses		0	0	0	0
Compte pour tiers		41	0	0	0
Déficit reporté N-1		593	376	0	0
Opérations d'ordre		54	40	40	40
opérations patrimoniales		690			
<b>Total dépenses</b>		<b>3 942</b>	<b>2 213</b>	<b>1 386</b>	<b>1 243</b>

<b>Résultat investissement avant RAR</b>		<b>-256</b>			
Taux subvention		20%	20%	17%	21%

## Avec hypothèses pour 2025 et 2026

Chap 11 = 2 % / an    Chap 12 = 3 % / an

Chap 70 = 5 % / an    Chap 73 = + 3% chap 74 = + 2% / an

## 8) Investissements Puriannuels (2024-2025)

Trx nouveaux	Montant HT	sub notifiée	A financer	+ TVA	
centre isolation	185 000	72 000	41 000	37 000	+ prêt CAF de 72 000
Terrains Foot	232 000	120 000	112 000	46 000	
Club House	235 000	30 000	205 000	47 000	
Mode doux (Tranche finale)	800 000	90 000	710 000	160 000	
Gymnase	2 000 000	625 000	1 375 000	400 000	

## 9) Différents ratios financiers

Ratios financiers par rapport à la strate des communes 3500 à 5 000 hab appartenant à un groupement fiscalisé avec FPU issus de [www.collectivités-locales.gouv.fr](http://www.collectivités-locales.gouv.fr) ( comptes individuels des collectivités) et les potentiels données DGF.

	2020	2021	2022	2023	Strate
Potentiel fiscal €/hab	826	840	862		937
Potentiel financier €/hab	860	874	894		1011
Dépenses réelles par habitant	731	771	780	837	996
Produit des impositions directes par habitant	402	399	404	435	479
Recettes réelles par habitant	975	1015	1028	1107	1137
Dépense réelles d'équipement brut par habitant	296	413	414	527	359
Encours de la dette par habitant	999	939	911	993	726
DGF par habitant	100	102	105	114	150
Dépense de personnel/ dépenses réelles	44%	42%	43%	42%	49%
Dépenses de fonct+ capital / recettes réelles de fonctionnement	87%	87%	86%	86%	94%
Dépenses réelles d'équipement / recettes réelles de fonctionnement	30%	40%	40%	47%	32%
Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement	102%	92%	88%	89%	64%
Charge dette ( annuité/RRF)	15%	14%	13%	12%	10%
Capacité de désendettement en année ( capital au 31/12 / épargne brute)	4.1	3.8	3.7	3.7	5.1

Pour notre commune les ratios de 2023 ont peu évolué par rapport à 2022.

## Conclusions

**Concernant BP 2024**, les informations données sont des tendances, nous affinerons ces données lorsque nous aurons établi le CA 2023 et reçu les différentes recettes de l'Etat pour l'établissement du BP 2024.

Au niveau investissement en 2024 nous pouvons prévoir des dépenses nouvelles de l'ordre de 880 K€ , sans augmentation de la fiscalité et pas d'emprunt.

Dans le cas contraire il faudra agir sur un ou l'autre de ces paramètres ou les 2.